

sino-soviétiques, que le Vietnam puisse détourner son attention du Cambodge et du Laos qu'il considère comme intégrés au périmètre de la sécurité du pays? Comment croire, par ailleurs, que la Chine et ses partenaires de l'ASEAN pourront se satisfaire aisément des promesses et des assurances du gouvernement d'Hanoï?

La complexité des réponses à quelques-unes de ces questions ne doit pas se traduire nécessairement par un pessimisme inéluctable. Les cercles élargis de négociations pourraient aboutir à quelques ententes. L'une d'entre elles devrait, on ne peut en douter, garantir la survie du Cambodge et l'acceptation d'un statut de neutralité ou encore de non-alignement reconnu. Pour atteindre cet objectif, certainement le plus fondamental, les pays occidentaux devraient, à la lumière de la conjoncture actuelle réévaluer leurs positions. Le Canada pourrait aisément concilier fermeté et souplesse en formulant, pour la péninsule indochinoise, une attitude plus conforme à une tradition de politique étrangère plus axée sur la contribution positive au règlement des différends qu'au maintien de sanctions non immédiatement conformes à ses propres intérêts.